COMPTE-RENDU CSAL DU 18/01/2023 :

A Melun, le 8 février 2023

Le mercredi 18 janvier 2023, s'est tenu le 1er Comité Social d'Administration Local (CSAL) de la DDFiP 77. Pour rappel le CSAL est la nouvelle instance issue de la loi de transformation de la Fonction Publique d'août 2019, mise en application au 1er janvier 2023. Le CSAL regroupe l'ex-CTL et CHSCT.

Le dogmatique et budgétaire sujet des suppressions d'emplois étant à l'ordre du jour de ce CSAL, Solidaires Finances Publiques 77 avait boycotté la 1ere convocation en intersyndicale avec la CGT Finances Publiques 77. Dans notre communiqué de boycott, nous avions laissé une seconde chance à la direction de revoir sa copie sur le volet emploi. Aucun changement n'a été effectué, nous n'avons reçu aucuns nouveaux documents.

Cette nouvelle instance « fourre-tout » présentait d'autres sujets à l'ordre du jour, sur lesquels Solidaires Finances Publiques 77 comptait bien faire entendre sa voix. Ainsi, nous avons assisté à la 2e convocation.

***

Situation des emplois au 1er janvier 2023 : Le massacre continue !

Pour rappel, cette année 39 emplois sont supprimés au 1er janvier 2023 à la DDFiP 77 (+1 AFIPA, +1 IP, -3 IDIV HC, -1 IDIV CN, -3 A, -19 B, -15 C).

Si la volumétrie des suppressions d'emplois est issue de la loi de Finances, sa déclinaison en locale est actée par notre Direction et relève que de sa seule responsabilité.

Dans nos propos liminaires nous lui avons précisé que rien dans les faits, rien dans les réalités des services, rien dans l'exercice des missions, rien dans les attentes des usagers, rien dans les logiques de chaînes de travail, rien en matière d'amélioration des conditions de travail, ne justifie ses arbitrages.

Ainsi, Solidaires Finances Publiques 77 a décidé de garder le silence durant toute la présentation du sujet. Nous laissons seule à la Directrice le soin d'assumer ces suppressions d'emplois et d'expliquer aux agents et usagers quels sont les services « plus ou moins méritants » qui verront des effectifs supprimés.

Solidaires Finances Publiques 77 ne peut apporter le moindre crédit à cette vision déstructurante et mortifère de la DGFiP, de ses missions, de ses structures et des conditions de travail de ses agents et agentes.

Solidaires Finances Publiques 77 a cependant demandé à la Direction de prévenir l'ensemble des agents impactés par ces suppressions d'emploi (relocalisations et hors relocalisations).

Force est de constater que malgré notre relance par courriel le 20 janvier, les agents concernés n'ont été informés que le jeudi 26 janvier (soit 5 jours, week-end compris, avant la clôture des demandes de mutations nationales !!).

En direct du CSAL :

La Directrice dit vouloir minimiser l'impact de ces suppressions d'emplois, ainsi elle reconnaît que ces suppressions ont un impact contrairement à ce qui est affirmé dans les documents.

Le lapsus de la Directrice :

Lors de ce CSAL, nous avons pu entendre la Directrice dire : « sur le rapport charges/emplois dans ce département on a trop de charges par rapport aux emplois ». La Direction serait-elle pour une fois d'accord avec nous ?

Les accueils de proximité : Quand la Direction change les règles du jeu.

Lors de ce premier CTL nous avons appris que pour les accueils de proximité s'il n'y avait plus assez de collègues « SIP » sur place, la Direction envisageait la mise en place d'accueils polyvalent. Ainsi les collègues des SGC ou des SIE restants sur le site assureraient l'accueil de proximité.

Solidaires Finances Publiques 77 a alors fait remarquer à la Direction qu'une fois de plus elle changeait les règles en cours de partie. Il a toujours été dit que ce serait les agents des SIP fusionnés qui tiendraient ces accueils de proximité en venant en mission sur ces sites, à aucun moment il n'était question que la mission soit reprise par les services restants sur place. Lorsque nous avons abordé le problème des connaissances métier SIP non détenues par les agents des SGC et des SIE, **la Directrice nous a répondu que les agents de la DDFiP étaient capables de faire ce que fait un animateur France Service**.

La Direction nous informe la mise en place d'une nouvelle note sur l'accueil, instaurant cette modalité. Nous attendons toujours la dite note que nous avons sollicitée.

Les ponts naturels : pour une juste reconnaissance, congés imposés !

Initialement la Direction ne proposait de retenir que le pont du 14 août.

Les élu·es de Solidaires Finances Publiques 77 ont demandé à la Directrice une juste reconnaissance concrète suite aux différents éloges qu'ont pu faire notre Directrice locale, notre Directeur Général, nos Ministres au regard de l'investissement des agents. Les mots ont leur limite. Nous avons donc demandé à la Direction « d'offrir » également le pont du 19 mai en accordant une autorisation d'absence supplémentaire aux agents pour financer ce pont. La Direction a pris la décision de retenir les deux ponts naturels, mais a refusé de couvrir le deuxième par une autorisation d'absence supplémentaire.

Cette dernière ne constitue nullement une mesure de reconnaissance envers les agents mais plutôt une facilité pour l'organisation des services. Les agents devront prendre sur leur contingent de congés pour cette journée alors que toutes et tous n'ont pas la nécessité de prendre cette journée. Enfin, ce sont les collègues ayant le plus petit module horaire qui seront le plus touchés.

Solidaires Finances Publiques 77 a donc voté contre cette proposition.

Nouvelles modalités d'accueil du public à la Trésorerie Amendes : question de sécurité avant tout.

Comment donner une solution à un problème sans résoudre sa genèse.

C'est principalement pour des raisons de sécurité que la Direction a pris la décision de modifier les modalités d'accueil. À compter de janvier 2023, l'accueil physique sans rendez-vous sera fermé et la trésorerie répondra aux questions des usagers uniquement par téléphone. La mise en place de fiches contact en libre service devant la trésorerie permettra aux usagers de déposer leur question, ils seront rappelés par la suite. Ces nouvelles modalités sont prévues dans un cadre expérimental pour 3 mois, un point sera fait à l'issue de ce délai. Cette décision a été prise à la suite de plusieurs incidents intervenus en fin d'année.

Pour Solidaires Finances Publiques 77, nous comprenons que des modifications des modalités d'accueil soient nécessaires, dans le contexte actuel, pour garantir la sécurité des agents de la trésorerie, ainsi que celle des usagers et des riverains. Cependant, nous sommes très attachés à la défense de l'accueil physique du public.

Solidaires Finances Publiques 77 a demandé à la Direction de rechercher des locaux mieux adaptés pour assurer la sécurité des agents mais aussi des usagers, tout en remplissant cette mission essentielle que constitue l'accueil physique. Nous avons également demandé que des moyens supplémentaires soient apportées à la Trésorerie Amendes afin que leurs missions, toutes aussi importantes que les autres missions de la DGFiP, puissent être correctement effectuées.

Dans ce cadre, nous avons demandé des moyens informatiques à la hauteur des autres services et des moyens en personnel au regard des charges de travail. Nous avons ainsi réclamé la titularisation de la contractuelle actuellement en poste. La Direction ne doit pas se contenter de créer des emplois sur le papier (+2 C prévus au 1er janvier 2023 dont 1 recrutement contractuel handicapé). Elle doit donner des moyens humains pour occuper les chaises !!!

Cette situation aurait pu être évitée si la Direction avait mis plus de moyens humains et matériels sur ce service, d'autres organisations du travail auraient alors été possibles. Nous avons demandé à la Direction d'être vigilante, car la fermeture de l'accueil sans rendez-vous risque d'engendrer des incidents lorsque les usagers vont trouver porte close.

Le Contrat d'Objectifs et de Moyens : Le COM ou de la Com' ?

Ce sujet nous est présenté à titre d'information uniquement. Le document d'orientation en vue du COM est déjà en ligne sur Ulysse 77 depuis le 22 décembre 2022. La Directrice, comme le Directeur Général, nous disent être ouverts à nos propositions (sic !).

Solidaires Finances Publiques 77 en cette période de vœux en a donc formulé quelques-uns :

- Pour le service Public nous demandons :
  - la réhumanisation des relations avec les usagers ;
  - le retour à un service public de proximité de qualité et de pleine compétence avec des agentes et agents formés et protégés ;
  - maintien des services de proximité afin d'éviter les longs déplacements des agents et des usagers ;

- Pour les agents :
  - la réponse positive à l'exigence d'une rémunération à la hauteur de notre technicité et de notre engagement collectif ;
  - une rémunération et des régimes indemnitaires qui suit à minima l'inflation ;
  - un plan de qualification qui donne de réelles perspectives aux agents ;
  - des moyens pour l'amélioration de nos conditions de travail ;
  - des conditions de travail qui permettent de travailler sereinement et dans un objectif partagé d'améliorer le service public ;
  - une meilleure visibilité de l'avenir tant en termes de mission que de carrière (sécurisant pour chacun contrairement à la réorganisation permanente).
  - la réhumanisation dans nos services avec des services à tailles humaines ;
  - des moyens pour l'informatique et les applicatifs, que tout fonctionne correctement !
  - des moyens pour l'entretien de nos bâtiments et pour leur rénovation dans le cadre de la transition écologique.

Le document d'orientation en vue du COM met en avant l'écoresponsabilité.

Solidaires Finances Publiques 77 a de nouveau demandé le remplacement des fenêtres sur le site de Fontainebleau. En effet, ce site est une véritable passoire thermique. Chaque année, nous effectuons cette demande, ces travaux devraient être prioritaires avant toute autre initiative de notre Direction.

Pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, le COM prévoit de limiter les déplacements professionnels. Solidaires Finances Publiques 77 a donc demandé le retour aux services publics de proximité de pleine compétences qui permettrait de limiter les longs déplacements des agents mais aussi des usagers et réduirait également l'utilisation du numérique, gros consommateur d'énergie.

Sur le sujet, la Directrice a botté en touche ponctué par « c'est une question de point de vue. ».

Recrutement de contractuels handicapés : pour des postes adaptés ???

Solidaires Finances Publiques 77 a abordé le sujet de l'offre d'emploi du recrutement d'un contractuel handicapés pour le SIA. Depuis la mise en place de ce service nous n'avons de cesse de répéter que l'absence d'accès Personne à Mobilité Réduite (PMR) sur ce site est problématique. Actuellement, aucun agent à mobilité réduite ne peut travailler sur ce site.

Dû à l'absence d'accès PMR, la Direction ne pourra recruter, un agent dans cette situation, ce qui constitue une discrimination. La Direction n'est pas d'accord avec notre analyse, mais les faits sont là.

Solidaires Finances Publiques 77 a fait remonter ce sujet auprès de notre bureau national.

Flex-office SGC de Melun et trésorerie des hôpitaux du sud Seine et Marne : Nous voulons savoir...

Solidaires Finances Publiques 77 a souhaité aborder le sujet du flex-office puisque nous sommes conviés à une réunion d'information le vendredi 27 janvier 2023 sur le sujet.

Au regard du COM, la volonté de notre administration semble évidente en matière d'occupation des locaux. L'objectif de rationaliser l'occupation des espaces de travail y est clair.

Solidaires Finances Publiques 77 a demandé à la Direction d'être tout aussi clair avec nous sur ce sujet.

La DDFiP 77 a-t-elle répondu à un appel à projet de la Direction Immobilière de l'État ?

La réponse a été claire : oui.

Grâce à cette participation à l'appel à projet, la Direction pourra obtenir les financements des travaux.

La Directrice ajoute qu'il n'y a pas d'urgence en matière de temporalité et que rien n'est arrêté sur la forme du projet. Elle précise que le projet est ouvert sur le champ d'application, sur le calendrier et sur les modalités de mise en place. Malgré sa volonté affichée de discussion, la Direction a bien dans l'idée de mettre en place une nouvelle organisation du travail.

Par cette réponse, nous voyons ici la forte volonté de mise en place du flex-office sur ces services et le manque de prise en considération des souhaits des agents et arguments des organisations syndicales.

Ouverte au dialogue lors de son arrivée, la DDFiP poursuit les orientations nationales et a vite refermé le dialogue sur de nombreux sujets :

- sur l'emploi ? pas de changement d'un iota ;
- sur l'accueil de proximité ? Changement de règle sans aucune concertation au préalable ;
- sur les nouvelles modalités d'accueil à TP Amendes ? l'expérimentation a déjà démarrée et nous sommes informés que ce jour ;
- au sujet du COM ? De la com' surtout car déjà bien bouclé au niveau DGFiP ;
- pour le recrutement contractuel handicapé ? Bien que les problèmes d'inadaptation des locaux soient évoqués, on verra ;
- sur le flex-office ? Inutile de discuter de son principe.

En bref, un dialogue social sérieusement restreint aux yeux de Solidaires Finances Publiques 77.